

**REUNION DU BUREAU**

**VENDREDI 14 MARS 2025 - 10H30**  
**AU SYRIMA, SALLE DE REUNION**

**PROCES-VERBAL**

L'an deux mil vingt-cinq, le 14 mars, à neuf heures trente, le Bureau du Syndicat mixte des Rivières et Marais s'est réuni en session ordinaire au SYRIMA, salle de réunion.

Nombre de délégués	:	06
Présents	:	04
Pouvoirs	:	00
Votants	:	04

Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes de synthèse ont été transmises par voie dématérialisée aux délégués, le 07 mars 2025.

**Présents :**

Micheline BERNARD, Marie-Claude BILLEAUD, Philippe NEAU, Sylvain AUGERAUD

**Absent :**

Roger GERVAIS, Guillaume KRABAL

**Secrétaire de séance :** Philippe NEAU

Assistaient également à la réunion Monsieur Fabrice ENON, Direction, Madame Valérie GENEVIEVE, administration générale, Monsieur Didier BERCHAIRE, technicien de marais et Sylvain ROUILLE, technicien de rivière.

**ORDRE DU JOUR****INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE**

1. Désignation du secrétaire de séance
2. Approbation du procès-verbal de la réunion de bureau du 04 décembre 2024

**COMMANDE PUBLIQUE – FINANCES LOCALE**

3. Attribution des marchés d'arrachage des végétaux aquatiques exogènes envahissants en Nord Aunis – année 2025
4. Demande de subvention au Département de la Charente-Maritime – arrachages des végétaux aquatiques exogènes envahissants en Nord Aunis
5. Prospective terrain et bâtiment pour le développement du piégeage RA2E en interne

**QUESTIONS DIVERSES****INFORMATIONS**  
-----**INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE**

*Madame la Présidente présente Monsieur Fabrice ENON à l'Assemblée. Il a pris ses fonctions de Directeur au sein du SYRIMA le 03 mars 2025.*

**1. Désignation du secrétaire de séance**

La Présidente expose :

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Bureau est invité à nommer un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Monsieur Philippe NEAU fait acte de candidature.

**Le Bureau Syndical,**

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**DECIDE** de désigner Monsieur Philippe NEAU pour remplir cette fonction.

**Vote pour : 04, contre : 00, abstention : 00**

**2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Bureau du 04 décembre 2024**

*Procès-verbal en annexe de la convocation*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Madame la Présidente propose la lecture du procès-verbal de la réunion du 04 décembre dernier qui a été communiqué à l'ensemble des membres du Bureau.

**Le Bureau Syndical,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**APPROUVE** le procès-verbal de la réunion du 04 décembre 2024.

**Vote pour : 04, contre : 00, abstention : 00**

**COMMANDE PUBLIQUE - FINANCES LOCALES****3. Attribution des marchés d'arrachages des végétaux aquatiques exogènes envahissants en Nord Aunis – année 2025**

Madame la Présidente présente au Bureau les offres reçues dans le cadre de la consultation du marché sur d'arrachage des végétaux aquatiques exogènes envahissants en Nord Aunis pour l'année 2025.

Les prestations consistent à procéder à l'arrachage manuel des foyers de jussie et myriophylle, ainsi que leur exportation des voies d'eau, sur le périmètre du SYRIMA, hors marais mouillés de la Sèvre Niortaise.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié dans le cadre d'une procédure adaptée, au sens du code de la commande publique :

Support journal :	Sud-Ouest
Date parution journal :	28 janvier 2025

Le Dossier de Consultation des Entreprises a été mis en ligne comme suit :

Site :	<a href="http://www.marches-securises.fr">www.marches-securises.fr</a>
Période :	Du 23 janvier au 3 mars 2025 à 12h00

La décomposition des lots est la suivante :

- Lot 1: secteur de Frace et communal de Forges
- Lot 2: secteur Courante et Curé Nuaillé
- Lot 3: secteur Esnandes-Villedoux et Brie-Mauves
- Lot 4: secteur canal de la Brune
- Lot 5: secteur canal de l'Angle Giraud
- Lot 6: secteur AS Boëre
- Lot 7: secteur AS Taugon

## AR Prefecture

017-200080240-20250627-B\_20250627\_02-DE

Reçu le 01/07/2025

➤ Lot 8: secteur Banche amont

➤ Lot 9: secteur Banche aval

Deux opérateurs économiques ont remis une offre dans le délai imparti :

- ✓ UNIMA
- ✓ EAU LIBRE

L'analyse des offres se basait sur deux critères :

- Le prix à 60%
- Et la valeur technique à 40%

Après les résultats du classement obtenus par les deux opérateurs, il est proposé que les attributaires pour chaque lot soient les opérateurs suivants :

N° des lots	Opérateurs économique	Prix HT	Prix TTC
1	EAULIBRE	8 500 €	10 200 €
2	UNIMA	5 562 €	6 674,40 €
3	EAULIBRE	9 900 €	11 880,00 €
4	EAULIBRE	9 100 €	10 920,00 €
5	EAULIBRE	6 000 €	7 200,00 €
6	EAULIBRE	6 200 €	7 440,00 €
7	EAULIBRE	8 200 €	9 840,00 €
8	EAULIBRE	12 400 €	14 880,00 €
9	EAULIBRE	9 900 €	11 880,00 €

Madame la Présidente demande au Comité de se prononcer sur la présente délibération :

**Le Bureau Syndical,**

Vu l'analyse des offres,

Vu les notes obtenues par les candidats,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**APPROUVE** l'attribution des lots examinés aux montants retenus ;

**AUTORISE** Madame la Présidente à prendre toutes les dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

**Vote pour : 04, contre : 00, abstention : 00**

*Didier BERCHAIRE explique que la régulation des végétaux aquatiques exogènes envahissants (VA2E) est une action récurrente qui revient chaque année. Pour 2025, il a lancé un marché sur 9 lots en fonction des secteurs. Deux opérateurs ont répondu ; Une demande de complétude a été faite à Eau Libre pour un écart de 100€ entre le sous-total et le total, dû à une erreur d'inattention qui a été, de ce fait, résolue.*

*L'analyse des offres s'est déroulée autour de deux critères :*

- Le prix à 60%
- Et la valeur technique à 40%

*A cela se rajoute un certain nombre de sous-critères:*

- présentation du mémoire dans l'ordre des sous-critères demandés (facilite l'analyse et permet d'être plus cohérents)
- méthode, déroulement, par lot
- composition des équipes et qualification du personnel
- moyens techniques mis en oeuvre pour le chantier
- collecte et valorisation des déchets des végétaux arrachés
- volet hygiène et sécurité
- mise en oeuvre des dispositions relatives à la protection de l'environnement

*Les offres ont donc été étudiées selon tous ces critères qui ont permis une notation de chacun sur chaque lot.*

*L'UNIMA a remis des offres pour les lots 1 à 7 (sauf les lots 8 et 9, qui concernent le secteur de la Banche).*

*EAU LIBRE, elle, a remis des offres sur tous les lots.*

*Monsieur AUGERAUD demande si l'UNIMA va prendre son lot au sérieux, puisqu'il n'en a qu'un. Monsieur BERCHAIRE le confirme et il rajoute, au vu des autres questions posées, qu'EAU LIBRE a les épaules pour assurer tous ses lots. Monsieur ENON rajoute que c'est plutôt rassurant de conserver deux opérateurs, au lieu d'un seul.*

**4. Demande de subvention au Département de la Charente-Maritime - arrachages des végétaux aquatiques exogènes envahissants en Nord Aunis**

Madame la Présidente indique aux Membres du Bureau que le Département de la Charente-Maritime peut financer une partie de la lutte contre les espèces végétales envahissantes.

Suite à l'attribution des marchés de la Campagne d'arrachage des végétaux aquatiques exogènes envahissants en Nord Aunis, Madame la Présidente propose au Bureau de solliciter le Département selon le plan de financement suivant :

DEPENSES		RECETTES		
Nature	Montant TTC	Nature	Montant TTC	Taux
Lutte contre les plantes envahissantes		Subventions		
1	10 200 €	Département	40 911,48 €	45%
2	6 674,40 €	Autofinancement	50 002,92 €	55%
3	11 880,00 €			
4	10 920,00 €			
5	7 200,00 €			
6	7 440,00 €			
7	9 840,00 €			
8	14 880,00 €			
9	11 880,00 €			
<b>TOTAL</b>	<b>90 914,40 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>90 914,40 €</b>	<b>100 %</b>

Madame la Présidente demande au Bureau de se prononcer sur la présente délibération :

**Le Bureau Syndical,**

Vu le Contrat Territorial Aunis Océan 2023-2025,

Entendu l'exposé de sa Présidente,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**ACCEPTE** le plan de financement du programme de lutte contre les espèces végétales envahissantes pour 2025 tel que décrit ci-dessus ;

**SOLLICITE** une subvention pour cette opération auprès du Département de la Charente-Maritime ;

**AUTORISE** Madame la Présidente à déposer la demande de subvention ainsi qu'à signer tous les documents se rapportant à cette décision.

**Vote pour : 04, contre : 00, abstention : 00**

**5. Prospective terrain et bâtiment pour le développement du piégeage RA2E en interne**

Madame la Présidente rappelle que concernant la lutte contre les rongeurs aquatiques envahissants :

Un marché a été lancé sur 10 lots.

Deux lots n'ont pas été attribués : Aunis Atlantique Est et Aunis Atlantique Ouest, pour lesquels il n'y a eu aucune proposition. Ils ne sont donc pas pourvus : le risque de prolifération du ragondins sur ces zones est non négligeable.

Madame BERNARD expose que, pour palier à ce manque, le SYRIMA a travaillé sur une proposition de piégeage en interne (sur les contraintes financières, d'investissement, de personnel, ...).

Cette proposition comporte un coût très important car il nécessite :

- Un changement de local pour pouvoir entreposer du matériel, l'actuel n'étant pas adapté
- De recruter du personnel compétent (deux agents binômes pour la brigade et un encadrant).

La question de trouver un autre emplacement avait déjà été soulevée depuis longtemps, y compris en Commission géographique, notamment pour les besoins futurs du Syndicat (parking plus grand, accessibilité plus facile et bureau plus centralisé).

Cette question a été abordée au Comité Syndical du 18 février 2025. Les Membres présents ont donné un avis positif sur cet éventuel achat.



AR Prefecture

017-200080240-20250627-B\_20250627\_02-DE

Reçu le 01/07/2025

La valeur vénale du bien est arbitrée par le domaine à 44 000 €.

~~Elle est exprimée hors taxe et hors droits~~

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 48 400 € (arrondie).

Cependant, le propriétaire n'étant pas d'accord sur la valeur vénale arbitrée par le domaine, il sera nécessaire d'ouvrir une négociation avec lui.

Ce terrain figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
Le Gué d'Alléré	ZB 256	Rue du Passage à Gué	1 394 m <sup>2</sup>	Terrain
Le Gué d'Alléré	ZB 259	Rue du Passage à Gué	4 837 m <sup>2</sup>	Terrain
TOTAL			6 231 m <sup>2</sup>	



Madame la Présidente demande aux Membres du Bureau leur avis sur cette acquisition possible.

**Le Bureau Syndical,**

Entendu l'exposé de sa Présidente,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**ACCEPTE** la possibilité d'achat du terrain

**AUTORISE** Madame la Présidente à signer les actes notariés ainsi que tous les documents se rapportant à cette décision.

**Vote pour : 04, contre : 00, abstention : 00**

*Madame la Présidente rappelle que cette question avait déjà été abordée lors des commissions géographiques. Il avait été également soulevé le problème de trouver les brigades, et de pouvoir fidéliser ce personnel. Et de l'occuper, souligne Monsieur ENON, sachant que les ragondins ne sont chassés que le matin. Monsieur*

BERCHAIRE y avait déjà pensé et confirmé que le personnel serait occupé pour la journée entière, en diversifiant ses tâches (brigades vertes).

Madame la Présidente conclue sa présentation, en rappelant que tout cela avait un coup relativement élevé.

Monsieur AUGERAUD précise que le SMBVSN, qui travaille avec la FREDON 17, privilégie les ACCA, qui sembleraient-il, sont bien plus performants que la FREDON et moins chers. Cependant, les chasseurs diminuent... Ce sont principalement les chasseurs retraités qui chassent le ragondin, les plus jeunes n'étant pas très motivés.

Madame la Présidente raconte qu'elle a rencontré l'Entreprise Bruneteau.

Elle l'avait sollicité deux ans auparavant lorsque tous les lots du marché RA2E n'avaient pas été pourvus. C'est une entreprise qui chasse le ragondin et qui le transforme et le valorise. A l'époque Monsieur Bruneteau lui avait répondu qu'il avait déjà suffisamment de travail. Au mois de janvier, c'est lui qui est revenu vers elle. Une rencontre a eu lieu au mois de février où il a proposé d'intervenir sur nos lots un peu « défaillants » (secteurs de Villedoux et d'Andilly). Les détails de l'intervention sont à définir. Une rencontre est prévue prochainement pour en discuter.

Au-delà de cette question de brigade, reprend Madame la Présidente, le problème du terrain se pose quand même.

En effet, les limites de notre structure actuelle sont bien présentes :

- impossibilité de stocker du matériel
- parking limité...

Un terrain a été trouvé au Gué d'Alléré. Monsieur AUGERAUD précise que le propriétaire voudrait un prix de 47€/m<sup>2</sup>, soit 292 857€ au total, alors que le domaine a fait une estimation de 44 000€. Les Membres trouvent le prix très élevé. Monsieur AUGERAUD explique que, vu les prix actuels du marché, cela reste raisonnable. De plus, il n'y a guère plus de terrains disponibles dans les environs. Pour trouver quelque chose d'équivalent, les opportunités seront très rares. Monsieur NEAU demande s'il ne faudrait pas regarder à la zone de Beauvallon. Monsieur AUGERAUD lui répond qu'il n'y a plus rien à Beauvallon, des lots devraient cependant s'ouvrir, mais pas avant le changement de mandats de 2026. Il dresse alors un tableau noir de la zone (peu de chance de pouvoir acheter, la plupart des terrains déjà réservés, dépollution des sols à prévoir, ...)

Monsieur ENON trouve que la surface du terrain à vendre est intéressante, dans le futur, hormis les ragondins, il faut penser à la GEMAPI, qui deviendra certainement non-sécable, donc probablement plus de digues pour le SYRIMA. Il faudra des hangars pour mettre le matériel, les bateaux, ... Il rajoute que les coefficients d'occupation du sol sont approximativement de 30%, ce qui ne laisse plus que 2 000m<sup>2</sup> exploitables.

Madame la Présidente demande si un rendez-vous peut être organisé avec le propriétaire du terrain du Gué.

Monsieur ENON s'inquiète de la différence de prix avec l'évaluation des domaines et aussi comment une collectivité peut acheter un bien à 5 fois le prix des domaines. Monsieur AUGERAUD insiste sur le fait que le domaine n'a pas mis ses prix à jour et que le propriétaire veut découper son terrain en plusieurs lots.

Monsieur ENON répond que la première approche est de faire un choix de surface par rapport au potentiel du développement du SYRIMA, au détriment d'un terrain plus petit et beaucoup moins cher que l'on ne pourrait pas agrandir par la suite.

Madame la Présidente résume tous les propos entendus : « ce terrain a quand même une valeur stratégique intéressante ». Les Membres acquiescent, le terrain est bien situé et suffisamment grand pour la projection future du SYRIMA.

Madame la Présidente suggère de se rapprocher du Domaine pour qu'il puisse mettre à jour ses estimations.

Monsieur AUGERAUD se propose de les contacter.

-----

## QUESTIONS DIVERSES

### 1) INONDABILITE A VOUE

Monsieur ENON énonce que le SYRIMA a reçu un courrier du Maire de Vouhé disant que la partie amont sur le bassin versant était largement inondable et qu'il suspecte que ce soit la laiterie de Surgères qui rejette. Après vérification et un calcul hydraulique, cette inondation n'est pas liée à un rejet. Madame la Présidente et Monsieur ENON ont pris contact avec le Maire et vont aller le voir pour lui expliquer. Vouhé est situé sur une zone inondable, il faudra donc envisager des travaux pour le ralentissement dynamique des eaux dans les zones concernées.



Monsieur ENON rajoute qu'il y a deux études similaires qui sont faites sur du reméandrage qui fait partie du CTAO et que si cela fait partie du bassin d'ajon, il s'agit alors du PAPI (qui pourrait être financé à 80%).

## 2) CONVENTION SILEC/SYRIMA

Monsieur ENON précise, qu'avant de partir, Monsieur Berthé avait fait le point avec lui sur cette convention. Il faut savoir qu'un ouvrage à la mer a trois fonctions : la prévention des submersions marines (c'est le SILEC qui s'en occupe), il y a la GEMA pour la gestion au quotidien (là c'est le SYRIMA) et la PI fluviale.

Dans cette convention, il est oublié, comme acteur, la CDC Aunis Atlantique, car pour le moment le SYRIMA s'occupe de la gestion des crues en ouvrant les vannes, sans en avoir le mandat. Quand les règlements d'eau vont être mis en place, il y aura les fuseaux de gestion traditionnels et la mise en place de la côte à partir du moment où la crue est considérée. Au-dessus de cette côte, normalement, le SYRIMA n'a plus la main. Il faudrait donc que, dans la convention, la CDC AA soit incluse et mentionne clairement qu'elle exerce sa compétence en cas de crue et qu'elle précise aussi qu'elle laisse le SYRIMA comme exploitant de l'ouvrage en période de crue. Ainsi, tout le monde sera couvert.

Il est prévu de rencontrer Madame Bradtke le 04 avril pour discuter de tous ces points.

## 3) TRANSFERT DE LA BANCHE

Monsieur AUGERAUD dit que la Branche ne s'autosuffit plus. Les communes ne veulent plus participer aux dépenses sous prétexte de la GEMAPI qui n'est pas de leur compétence.

Monsieur ENON, du fait qu'il soit question de transférer la totalité de la Branche au SYRIMA, se demande combien cela va coûter. Il s'est déplacé sur place et juge que dans les 10 prochaines années, il faudra déboursier environ 400 000,00€. Il y avait déjà 900 000,00€ prévu dans le CTAO par Monsieur BERCHAIRE qui doit chiffrer ce qu'il reste à faire hors CTAO. Donc, pour l'aspect financier, il faudra compter environ 1million500mille euros à déboursier au total.

Pour l'aspect du transfert en lui-même, il faut considérer la PI fluviale, plus les deux stations de pompage présentes, qui ne relèvent pas de la compétence du SYRIMA, mais plutôt de la CDC Aunis Atlantique. De plus, il est à craindre que les ASA, qui font attention, aujourd'hui, au montant de la facture d'électricité et ne font fonctionner les stations qu'à minima, soient plus exigeantes, dans l'avenir quand ce ne sera plus elles qui paieront les factures, qui pourront alors être multipliées par trois.

Monsieur ENON s'est également posé la question de l'intérêt général des réseaux : le premier bief qui arrive à l'Angle Fol est un réseau primaire d'intérêt collectif (commun à plusieurs communes et commun à plusieurs ASA). C'est donc, très clairement, le rôle du SYRIMA de reprendre ce réseau, pour la GEMA et la PI future.

Pour le réseau de Boëre, il est interne à une seule ASA, c'est le réseau structurant d'une seule ASA, et donc ne fait pas partie de l'intérêt collectif. Et, il s'avère, après avoir vérifié les statuts, que l'ASA en question a bien la PI.

En termes d'entretien sur ce tronçon, il y a soit une route départementale d'un côté, soit des propriétés agricoles qui arrivent jusqu'à la berge, donc pas d'accès possible.

Pour l'instant, il n'y a pas de réponses, alors, le mieux, c'est de faire une estimation financière par bief, trouver les contraintes et inconvénients de chacun pour, ensuite, pouvoir trouver une solution.

Monsieur AUGERAUD rappelle, qu'à l'origine, le SIAEGH de la Branche avait été créé car les ASA n'avaient pas les moyens d'assurer les dépenses toutes seules. L'idée de départ était de tout reprendre pour traiter tout le monde à égalité, si, maintenant on dit à Boëre de se débrouiller tout seul, est-ce qu'ils seront en mesure de le faire ? Et comment va-t-on pouvoir coordonner le tout, pour les niveaux d'eau, ... ?

Monsieur ENON rajoute qu'il y aura prochainement un règlement d'eau qui va se mettre en place sur l'axe de la Branche.

Pour conclure, Monsieur ENON dit que son inquiétude est surtout au niveau des capacités financières du SYRIMA et de la CDC AA de prendre tout cela en charge. Il faut donc prévoir une réunion de travail avec la CDC pour en débattre. L'objectif de mise en place était fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2026, date qui va vite arriver. La dissolution du Syndicat de la Branche n'a toujours pas été lancée cependant.

## 4) PASSERELLE DU GUE

Monsieur ENON précise que la passerelle avait été faite de manière conforme avec la législation (dossier loi sur l'eau fait).

Donc, il n'est pas question de refaire une autorisation, c'est juste pour porter à connaissance, cependant le dossier reste incorrect vis à vis des compétences du SYRIMA. Il se peut que la trésorerie rejette les mandats sous

AR Prefecture

017-200080240-20250627-B\_20250627\_02-DE

Reçu le 01/07/2025

couvert que les passerelles ne font pas partie des compétences proprement-dites du SYRIMA. Monsieur AUGERAT propose d'aller voir Monsieur BORG à la trésorerie pour lui exposer la problématique.

Madame la Présidente rajoute que l'idée était de restaurer l'ouvrage pour le transférer à la commune du Gué d'Alléré.

Les devis concernant ces travaux ne sont pas encore arrivés.

**INFORMATIONS**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h00.

Le 14 mars 2025

La Présidente  
Micheline BERNARD



Le secrétaire de séance  
Philippe NEAU